

Chercheuse et Gilet jaune

Trajectoire d'une réflexion sur une pratique des sciences engagée

MÉLANIE LECHA

*Doctorante en sciences de l'information et de la communication (UPHF, Larsh ; UMons, LaPIJ)
melanie.lecha@uphf.fr*



ette contribution formalise un ensemble de doutes, de discussions et de réflexions qui ont animé mes deux premières années de thèse en sciences de l'information et de la communication. Il s'agit de restituer l'évolution d'un questionnement en faisant dialoguer l'expression de mon témoignage avec un argumentaire scientifique. Ce texte reprend et prolonge une communication présentée lors de la journée d'étude des jeunes chercheur-euses qui a eu lieu lors des Rencontres internationales des études sur le journalisme le 12 décembre 2022 à Bordeaux.

Mon projet de recherche actuel porte sur la production médiatique des Gilets jaunes¹ (GJ), et plus particulièrement sur les journaux papier qui ont été distribués pendant le mouvement. J'ai recensé pour l'heure 19 initiatives médiatiques dans toute la France, ce qui représente environ 200 numéros de journaux GJ² répertoriés. Pourquoi ont-ils existé, quelles étaient leurs ambitions, que pouvait-on y lire, à qui s'adressaient-ils, se reconnaissaient-ils du journalisme, comment ont-ils reconfiguré les discours de presse ? Voilà quelques questions auxquelles ce travail voudrait répondre.

Si j'ai eu vent de l'existence de ces gazettes c'est parce que j'étais moi-même engagée dans la mobilisation et dans la publication d'un journal GJ dans une

Pour citer cet article

Référence électronique

Mélanie Lecha, « Chercheuse et Gilet jaune : Trajectoire d'une réflexion sur une pratique des sciences engagée », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo* [En ligne], Vol 14, n°1 - 2025, 15 juin - juin 15 - 15 de junio.

URL : <https://doi.org/10.25200/SLJ.v14.n1.2025.593>



grande ville de France. Construit à partir de cette expérience, ce projet de recherche m'a paru utile pour plusieurs raisons dont l'une d'elle est qu'il participe, en s'y intéressant, au « faire archive » de documents méconnus et que je crois très précieux. En effet, un certain nombre de ces initiatives se présente comme une réaction à une couverture médiatique jugée partielle et malhonnête dans les entreprises journalistiques traditionnelles (Lecha, 2023). Il s'agit ainsi d'objets importants en ce qu'ils incarnent une vision populaire³ de la fabrique de l'information d'actualité.

Cependant, malgré l'intérêt que je portais à ce projet de recherche, j'ai d'abord ressenti un certain malaise à m'y engager pleinement. Cela m'a conduit à répondre à une autre opportunité de recherche pour laquelle j'avais été retenue et qui portait sur l'intelligence artificielle dans le journalisme. La raison de l'abandon de mon projet initial n'était pas tant la proximité avec mon objet d'étude que le fait de l'appréhender avec une casquette institutionnelle et académique. Dans cet article je propose de revenir sur les raisons de cette méfiance envers la communauté scientifique en lien avec une réflexion sur une approche populaire des sciences. J'y présenterai le cheminement critique qui m'a conduit à ré-envisager la possibilité de travailler sur les journaux des Gilets jaunes à travers la promotion d'une pratique des sciences engagée avec les individus.

COMMENT J'AI VÉCU LA MÉDIATISATION DE LA MOBILISATION DES GILETS JAUNES

Si initialement je ne me sentais pas à l'aise de mener ce projet en tant que doctorante, c'est parce que j'avais peur que le fait de contacter des GJ pour échanger dans un cadre universitaire soit vécu comme une trahison et refusé. Je sais que certain-es étaient très critiques des institutions, qu'elles soient journalistiques ou scientifiques, et très méfiant-es des supposés « garants du savoir ». Je partage d'ailleurs cette méfiance qui a été renforcée avec ma participation à la mobilisation des Gilets jaunes. J'ai vu se succéder journalistes, éditorialistes, expert-es et universitaires en tout genre sur les plateaux pour tâcher de nous raconter et de nous interpréter depuis un positionnement distancié, méprisant ou hostile. En m'engageant, je me suis sentie montrée du doigt et construite comme « autre » dans les récits médiatiques nationaux. Il fallait élucider ce monstre populaire qui provoquait incompréhension, stupeur, indignation. Se saisir de cet objet d'étude me permet de présent de faire un pas de côté pour essayer de comprendre ce qui s'est joué à ce moment-là. En m'appuyant sur les travaux de Marion Dalibert, je fais l'hypothèse que les GJ ont été victimes d'un phéno-

mène médiatique de production de « l'altérité » à travers des processus d'ethnicisation qui conduisent à l'exclusion « d'un certain nombre de catégories sociales de la définition du « Nous » national » (Dalibert, 2020:13) :

Le code moral (ou régime de valeur) de la société française, élaboré à l'intérieur du métarécit national, est figuré comme étant le propre des groupes majoritaires. À l'inverse, les groupes marqués par la classe ou la race se trouvent catégorisés par des comportements contraires aux valeurs républicaines [...]. Les processus d'ethnicisation édifient des frontières symboliques et des hiérarchies entre les groupes (De Rudder, Poiret et Vourc'h 2000 : 31). (Dalibert, 2020:13)

En ce sens, Moualek (2022) a montré que le mouvement des Gilets jaunes a été associé dans la presse à des émotions négatives et caractérisé par une surreprésentation de la violence révélatrice d'après lui d'un régime de représentation hostile envers les catégories populaires⁴.

Cette expérience a été le déclencheur de ma motivation à questionner les productions médiatiques et les pratiques journalistiques sous l'angle de la classe sociale. Je voulais mettre à l'épreuve la conviction qui s'était petit à petit formée dans mon esprit selon laquelle les mises en récit du réel dans une grande partie des médias nationaux sont faites par et pour les personnes issues des classes moyennes et supérieures⁵. Le rapport de l'*Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique* (ARCOM) sur la représentation de la société française dans les programmes télévisuels est révélateur à ce titre :

Les catégories socioprofessionnelles supérieures (CSP+) sont surreprésentées (74 %) au détriment des CSP-, représentées à hauteur de 11 % et des inactifs (16 %). Cette surreprésentation s'explique notamment par la forte présence des CSP+ sur les émissions de plateau d'information diffusées majoritairement sur les chaînes d'information en continu (98,2 % de CSP+ sur CNews, 93,3 % sur LCI, 93 % sur Franceinfo, et 90,6 % sur BFM TV). (Rapport de l'ARCOM, 2023, pp. 43-45)

Inversement, le rapport montre que les personnes précarisées ne sont presque jamais représentées à l'écran (1,4 % des personnes indexées en 2022) alors que le taux de pauvreté concerne 14,5 % de la population⁶. Pourquoi ne pas prendre le contre-pied de ces chiffres et s'intéresser aux informations produites « par et pour le peuple », « *made in* Gilet jaune », comme s'en revendiquent les journaux GJ ?

LA LÉGITIMITÉ ET LA NORMATIVITÉ DE L'UNIVERSITÉ EN QUESTION

En anthropologie, on parle de « terrains sensibles » pour caractériser les études qui portent sur « des pratiques illégales ou informelles, des individus faisant l'objet d'une forte stigmatisation et sur des situations marquées par la violence, le danger et/ou la souffrance » (Bouillon & Fresia, 2005, pp. 13-14). Dans le cas d'une étude sur les Gilets jaunes, il me paraissait « sensible » de poser un regard objectivant à partir de la position d'une personne bénéficiant des privilèges du statut universitaire. En tant que corps institutionnel qui a construit son autorité dans la société (Oger, 2021), il bénéficie de moyens symboliques et matériels importants pour exposer ses analyses dans l'espace public. En comparaison, les GJ ont dû occuper sans relâche rues et ronds-points avec des gilets fluorescents pour espérer être perçu comme acteur-ice politique et s'exprimer dans la sphère médiatique nationale. Une des particularités du mouvement social a d'ailleurs été de revendiquer l'expression d'une parole sans reformulations ni intermédiaires en assumant le rejet des médias *mainstream*. Pour rester dans cet esprit, il ne faudrait pas que ma thèse devienne une forme de traduction d'une parole dominée vers une audience légitime qui a accès à des postes ou à des positions de pouvoir. En d'autres termes, le cadre universitaire était-il un lieu adapté pour mener ces recherches ? La perspective d'être rémunérée pour m'y dédier à temps plein était-elle sinon une bonne raison, du moins une raison suffisante ?

Un autre de mes doutes a trouvé son origine dans une certaine normativité que j'ai pu observer pendant mes études supérieures ou lors d'événements scientifiques à l'université. Le milieu académique est caractérisé par une grande homogénéité dans l'expression d'attributs sociaux à l'intersection de la race, de la classe et du genre. En 2000, en France, seules 27.5% des chercheur-euses sont des femmes (UNESCO, 2021) et ce chiffre n'a presque pas augmenté depuis (28.3 % en 2017). De plus, si les trajectoires scolaires se sont diversifiées, les enfants d'ouvrier-es et d'employé-es sont encore aujourd'hui très minoritaires à accéder à un diplôme de bac +5⁷. Cet héritage institutionnel a certainement participé à la fabrication d'un sentiment d'inconfort à l'idée de travailler sur les journaux GJ dans un cadre universitaire en assumant mes engagements. Finalement, ces doutes m'ont conduit à abandonner mon projet initial pour m'investir à temps plein, pendant un an, dans des recherches sur l'intelligence artificielle dans le journalisme. Cette thématique avait l'avantage d'être fortement encouragée par des politiques d'orientation de la recherche et m'offrait la possibilité de travailler sur un sujet qui m'impliquait moins personnellement.

COMMENT MON REGARD A CHANGÉ

Ce cheminement critique m'a amenée à m'intéresser à différentes approches des sciences humaines et sociales qui défendent une vision de la recherche encline à combiner l'académique et le subversif. A cet égard, à partir des années 1970, les mouvements féministes et postcoloniaux ont ouvert la voie à une critique des principes de neutralité, d'impartialité et d'objectivité revendiqués par un certain héritage positiviste de la science. Les tenants de ce dernier rejettent en miroir tout ce qui pourrait être considéré comme une science militante émanant de personnes concernées par des problématiques sociales qu'elles aimeraient voir évoluer (Rommelaere et Vyt, 2021). Cette synthèse mérite d'être citée en longueur :

La connaissance dite « objective » ne l'est pas par essence, elle l'est parce qu'elle correspond à une série de critères qui ont été mis en place par une communauté intellectuelle spécifique – occidentale et blanche – dans un contexte historique distinct – celui de l'expansion, de la colonisation et du néolibéralisme. Les critères de l'objectivité sont très situés, historiquement et socialement, et discriminent simultanément toute une série de savoirs et connaissances qui n'entrent pas dans les limites de la science objective telle qu'elle a été définie. [...] Ainsi, la critique féministe des sciences qui a émergé au cours des années 1970 et 1980 a mis en évidence ce biais fondamental : là où les relations sociales sont fondamentalement inégales, la science représente les intérêts du groupe social dominant. De ce constat est née la volonté de développer une recherche plus ouverte à la diversité des expériences, de façon à renforcer la fiabilité des résultats. Cette approche développe l'hypothèse selon laquelle une méthodologie rendant justice aux différents points de vue permet une objectivité renforcée de la recherche scientifique (Harding, 2015, 26 et 29). (Rommelaere et Vyt, 2021, pp.149-150)

Ces propos rappellent que la notion de *vérité*, qu'elle soit scientifique ou journalistique, relève de construits aux prises avec un contexte socio-historique dans une communauté donnée. Ces derniers participent à la perpétuation d'injustices épistémiques (*epistemic injustice*), un concept élaboré par la philosophe Miranda Fricker (Fricker, 2007) pour définir le refus d'accorder du crédit à un groupe social dominé dans sa capacité à produire de la connaissance. Ce concept me semble adéquat pour caractériser la façon dont certains discours journalistiques et universitaires sur le mouvement des Gilets jaunes ont été produits, mais aussi, de manière générale, sur la manière dont

les fractions non diplômées des classes populaires peuvent *de facto* être écartées des recherches qui les prennent pour objet d'étude. En conséquence, il me semble que l'injustice faite aux communautés populaires dans ces deux champs appelle une épistémologie du positionnement (Clair, 2016). Cela implique, d'une part, « d'être à l'écoute des savoirs produits en dehors des savoirs consacrés » (cité in Vernay, 2021), mais également d'assumer une identité double entre chercheuse et GJ ayant été impliquée dans la création de journaux pendant la mobilisation. Cette posture de recherche ouvre la possibilité d'amener de la diversité dans le monde académique et de « renforcer la légitimité démocratique de cette recherche » (Romme-laere et Vyt, 2021, p.151). Encouragée par plusieurs chercheur·euses, j'ai finalement accepté de reprendre mon projet de thèse sur les journaux GJ. Ce pouvait être un moyen de défendre une approche populaire des études sur le journalisme, et des sciences par extension.

CE QUE J'ESSAIE DE METTRE EN PLACE DANS MA RECHERCHE

De nombreux travaux en anthropologie ont abordé de manière critique l'étape de restitution de la recherche en invoquant la logique du don/contre-don théorisée par Mauss (1950). Farnarier propose de décliner trois sens au mot « restitution » : « rétablir dans son état premier », « rendre ce qui a été volé », « rendre sous une autre forme ce qui a été absorbé ». Dès lors, les intentions de la chercheuse

déterminent le type de connaissances produites, tout autant que la façon de les restituer et donc de les partager avec les premiers acteurs concernés ou dans des cercles plus large de diffusion. (Farnarier, 2015:4)

Ces propos m'ont amenée à réfléchir aux intentions qui pouvaient guider ma recherche. Ces dernières vont dans le sens d'une quête de co-construction des savoirs qui trouverait son sens dans un « faire collectif » initié par le projet de recherche sur les journaux GJ. Afin de répondre à cette ambition, je m'inspire de réflexions menées dans le cadre du GER « recherche-crédation » labellisé par la SFSIC⁸, dont un des axes est l'expérimentation de méthodes créatives, ainsi que de travaux se réclamant de pratiques de recherche engagées avec les individu·es (par exemple Fals Borda, 1978 pour les épistémologies du Sud ; hooks bell, 1994 pour les épistémologies postcoloniales ; Godrie et al., 2021 autour du concept d'injustice épistémique).

Dans le cadre d'un projet de recherche-action dans le secteur de l'aide alimentaire, Damhuis et Serré

(2021) racontent le choix de la pluralisation des formats pour « produire des données collectives » mais aussi pour restituer les analyses. Dans une perspective similaire, j'ai imaginé différents supports adressés à différents types de sensibilité d'accès aux connaissances. Le premier, formalisé dans la tradition des mémoires de thèse, serait un écrit académique qui répondrait aux questionnements de recherche évoqués en introduction de cet article. Le second, à la fois pensé comme un contre-don aux GJ et un espace de médiation, consiste à mener un travail d'archive des gazettes pour construire et faire vivre la mémoire autour de ces expériences médiatiques. Au moment où je rédige cet article, l'ensemble des numéros de journaux retrouvés ont été publiés et éditorialisés (au sens de Vitali-Rosati, 2014) au sein d'un site internet documentaire. Son interface permet de faire des requêtes par mot-clé ou de naviguer dans les contenus de manière à proposer différents parcours de lecture, parmi lesquels une exploration du corpus par thématiques (valeurs du mouvement, démocratie, compte-rendus d'action...), par genres rédactionnels (dessin de presse, articles, citation d'œuvres...) ou par régions de distribution des gazettes⁹. Ce projet fait l'objet de rendez-vous ponctuels avec plusieurs GJ concerné·es dont les discussions amènent entre autres à la prise de décisions collectives sur les modalités de publication souhaitables des documents et des témoignages. Ces échanges ont toutefois confirmé l'accueil méfiant de certain·es GJ vis à vis de mon statut universitaire.

Je peux d'ores et déjà signaler quelques limites à cette expérience afin de se garder de vœux pieux. Elles tiennent d'abord, il me semble, aux conditions de naissance du projet : il est né de mon initiative et non de la mise en commun d'envies partagées par un groupe préalablement formé. Si toutes les personnes qui m'ont répondu ont montré de l'intérêt, dire qu'il s'agit d'un travail collectif avec d'autres GJ serait excessif à ce stade de ma thèse. On retrouve là le problème d'essayer de mettre « les gens à contribution d'une question qui n'est peut-être pas la leur » (Damhuis et Serré, 2021, p. 332) dans un contexte où je suis la seule à bénéficier d'un temps de travail salarié dédié. Au moment où j'écris ces lignes, un nouveau chantier de recherche est en discussion afin d'activer l'expérimentation d'autres méthodes (de collecte, d'analyse, de restitution) créatives et collectives en dehors de la médiation numérique.

CONCLUSION

Ma trajectoire de recherche doctorale a connu des tensions à la fois matérielles, intimes et politiques. A l'origine, j'ai construit un projet de thèse sur les journaux GJ afin de questionner les pratiques journalistiques et les productions médiatiques sous l'angle de

la classe sociale. J'y voyais l'opportunité, en m'y intéressant, de faire archive de documents importants et de participer à la construction d'une mémoire vivante en bénéficiant d'un temps de travail salarié dédié. Cependant, je nourrissais envers les institutions (journalistiques, académiques, politiques) un scepticisme persistant hérité sans doute des singularités de ma trajectoire biographique, parmi lesquelles mon engagement dans la mobilisation des GJ. Cette méfiance m'a conduit dans un premier temps à abandonner ce projet car il me semblait impossible de le mener sans devenir à mon tour ce que je critiquais, à savoir un-e représentant-e de l'autorité scientifique et du savoir légitime. Je craignais que la normativité académique rende conflictuelle toute proposition d'une approche populaire des productions médiatiques, des pratiques journalistiques et des sciences par extension. Pour cette raison, j'ai choisi de postuler sur un contrat de recherche qui portait sur l'intelligence dans le journa-

lisme, un domaine fortement encouragé par des politiques d'orientation de la recherche et qui impliquait moins d'engagement de ma part. Je tournais ainsi les talons à ce qui, initialement, m'avait décidé à entrer dans la course pour obtenir un financement doctoral. Finalement, j'ai découvert des approches critiques de l'héritage occidental des sciences, parmi lesquelles les épistémologies féministes, postcoloniales et les épistémologies du Sud, qui m'ont laissé penser qu'il était possible d'incarner une pratique subversive de la recherche universitaire. A présent, dans le cadre de ma thèse, j'expérimente différentes méthodes afin de construire un projet scientifique qui reconnaisse la pluralité des savoirs expérientiels (Gardien, 2017) autour de la fabrique populaire de l'information d'actualité.

Soumis : 10/02/2024

Accepté : 07/07/2024

NOTES

¹ Les Gilets jaunes sont les personnes qui se reconnaissent d'un mouvement social français déclenché le 17 novembre 2018 à la suite de l'annonce d'une nouvelle taxe sur le carburant. Il s'est étendu à d'autres revendications sociales et démocratiques par la suite. Pendant près d'un an et demi, des occupations de ronds-points et des manifestations de Gilets jaunes ont eu lieu simultanément les samedis dans de nombreuses villes en France. Elles ont été durement réprimées tant sur le plan policier que judiciaire.

² Dans cet article, j'utilise « GJ » comme substantif ou adjectif pour signifier : « [personne ou artefact] qui se reconnaît de la mobilisation des Gilets Jaunes ».

³ « populaire » est entendu en référence à la définition de la sociologie des classes populaires pour caractériser la position subalterne qu'occupent dans la France contemporaine les employé-es, les ouvrier-es et les personnes considérées comme inactives. Ces catégories socio-professionnelles en bas de l'échelle de la production économique partagent au moins deux autres caractéristiques qui les distinguent des classes moyennes (professions libérales, cadre etc.) et supérieures : la fragilité des ressources économiques et l'éloignement relatif par rapport au capital culturel institutionnalisé, à commencer par le niveau de diplôme (Siblot et al., 2020 ; 2015 ; Masclat et al., 2019). Le mouvement des Gilets jaunes, marqué par la présence importante de travailleur-euses précaires (Guerra et al., 2021), a fortement mobilisé les classes populaires.

⁴ Sur ce sujet, voir également Baisnée, O., Cavé, A., Gousset, C.,

& Nollet, J. (2021). La « violence » des Gilets jaunes quand la fait-diversification fait diversion. *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo*, 10(1).

⁵ Cette thèse a déjà été explorée dans le contexte états-unien par le professeur en communication Nikki Usher (2021) dans un ouvrage au titre évocateur: *News for the Rich, White, and Blue: How Place and Power Distort American Journalism*.

⁶ Statistique pour la population française en 2021 établie par L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

⁷ « Au total, les écarts entre milieux sociaux pour l'accès à un diplôme de niveau au moins égal à bac +5 se sont maintenus sur la période [1980 - 2014]. Ainsi, parmi les élèves entrés en 6e en 1995, 41 % des enfants de cadres et 38 % des enfants d'enseignants ont terminé leurs études en étant diplômés d'un master, d'un doctorat ou d'une grande école. Ces proportions ne sont que de 9 % pour les enfants d'employés, 7 % pour les enfants dont le père est ouvrier qualifié et 4 % pour ceux dont le père est ouvrier non qualifié. » (Dalous et al., 2014)

⁸ Groupe d'Études et de Recherche labellisé par la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication. Des ateliers d'expérimentations et de restitutions ont été menés en janvier et avril 2023 à la maison de la recherche Sorbonne Nouvelle.

⁹ Le site est consultable à l'adresse suivante : www.gazettes-gj.net.

BIBLIOGRAPHIE

- Arcom (2023). *PANORAMA. La représentation de la société française dans les médias. Exercice 2022, Actions 2023*. Rapport au Parlement. Juillet 2023. ARCOM. <https://www.arcom.fr/nos-ressources/etudes-et-donnees/mediatheque/rapport-sur-la-representation-de-la-societe-francaise-dans-les-medias-exercice-2022-et-actions-2023>
- Baisnée, O., Cavé, A., Gousset, C., & Nollet, J. (2021). La « violence » des Gilets jaunes quand la fait-diversification fait diversion. *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo*, 10(1). <https://doi.org/10.25200/slj.v10.n1.2021.436>
- Clair, I. (2016). Faire du terrain en féministe. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 213, 66-83. <https://doi.org/10.3917/arss.213.0066>
- Dalibert, M. (2020). Le métarégit national des médias d'information : entre production de la race et de la classe et légitimation des rapports sociaux. *Recherches féministes*, 33(1), 35-51. <https://doi.org/10.7202/1071241ar>
- Dalous, J.-P., Dauphin, L., Jeljoul M., Laïb N., Le Rhun B., Perrin-Haynes J., Robert-Bobée I. & Poulet-Coulibando, P. (2014). *Scolarisation et origines sociales depuis les années 1980 : progrès et limites*, INSEE. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1374369?sommaire=1374377>
- Damhuis, L. & Serré, A. (2021). Quand l'analyse se fait à plusieurs voix. La co-auctorialité dans une recherche-action dans le secteur de l'aide alimentaire. » In *Lucidités subversives: Dialogues entre savoirs et disciplines sur les injustices épistémiques* (pp. 327-333). Éditions Sciences et Bien Commun.
- Fals Borda, O. (1978). Por la práxis: el problema de como investigar la realidad para transformarla. *Crítica y política en ciencias sociales*, pp. 209-249.
- Farnarier, C. (2015). La restitution comme épreuve de la recherche. *Les savoirs des sciences sociales: débats, controverses, partages*, 203-224. <https://doi.org/10.4000/books.irreditions.10826>.
- Fricker, M. (2007). *Epistemic Injustice: Power and the Ethics of Knowing*. Oxford: Oxford University Press.
- Gardien, È. (2017). Qu'apportent les savoirs expérientiels à la recherche en sciences humaines et sociales ?. *Vie sociale*, 20, 31-44. <https://doi.org/10.3917/vsoc.174.0031>
- Godrie, B., Dos Santos, M., & Lemaire, S. (dir.). (2021). *Lucidités subversives. Dialogues entre savoirs et disciplines sur les injustices épistémiques*. Éditions science et bien commun.
- Guerra, T., Alexandre, C., & Abrial, S. (2021). Enquêter sur les Gilets jaunes. *Sociologie politique d'un mouvement social à partir d'une enquête diffusée sur les réseaux sociaux. Statistique et Société*, 2021, Gilets jaunes et Grand Débat National : outils, données et analyses, 9 (1-2), pp.21-37. (halshs-03359456)
- hooks bell (1994). *Teaching to transgress : Education as the Practice of Freedom*. Routledge.
- Lecha, M. (2023). Médias hybrides en contexte de mobilisation : le cas des gazettes imprimées de Gilets jaunes. *Cahiers Costech*, 6. <https://doi.org/10.34746/cahierscostech166>
- Masclat, O., Misset, S., & Poullaouec, T. (dir). (2019). *La France d'en bas : Idées reçues sur les classes populaires*. Le Cavalier Bleu.
- Mauss M. (1997 [1950]). *Sociologie et anthropologie*. Paris, Presses universitaires de France, Quadrige.
- Moualek, J. (2022). L'image disqualifiante de la « violence populaire » en démocratie. Le cas des Gilets jaunes et de leurs « clichés ». *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, (16), 139-158.
- Oger, C. (2021). *Faire référence. La construction de l'autorité dans le discours des institutions*, Paris, EHESS, coll. « En temps & lieux ».
- Rommelaere, C., & Vyt, C. (2021). Décrédibilisation du discours militant et droits des personnes handicapées. In *Lucidités subversives: Dialogues entre savoirs et disciplines sur les injustices épistémiques* (pp. 141-163). Éditions Sciences et Bien Commun.
- Siblot, Y., Cartier, M., Coutant, I., Masclat, O. & Renahy, N. (2015). *Sociologie des classes populaires contemporaines*. Armand Colin.
- Siblot Y.(dir.), Masclat O., Amossé T., Bernard L., Cartier M., Lechien M.-H & Schwartz O. (2020). *Être comme tout le monde. Employées et ouvriers dans la France contemporaine*. Paris, Raisons d'agir, col. « Cours et travaux ».
- UNESCO. (2021). *Rapport de l'UNESCO sur la science : une course contre la montre pour un meilleur développement ; données provenant de l'Institut de statistique de l'UNESCO et animées par Values Associates*. UNESCO. <https://www.unesco.org/reports/science/2021/fr>
- Usher, N. (2021). *News for the Rich, White, and Blue: How Place and Power Distort American Journalism*. New York Chichester, West Sussex: Columbia University Press.
- Vernay, O. (2021). L'ignorance située: un garde-fou pour ne pas (re) produire des injustices épistémiques. In *Lucidités subversives: Dialogues entre savoirs et disciplines sur les injustices épistémiques* (pp. 365-384). Éditions Sciences et Bien Commun.
- Vitali-Rosati, M. (2016). Qu'est-ce que l'éditorialisation?, *Sens public*. <http://sens-public.org/articles/1184/>

RÉSUMÉ | RESUMEN | ABSTRACT | RESUMO

Chercheuse et Gilet jaune. Trajectoire d'une réflexion sur une pratique des sciences engagée

Pesquisadora e Colete Amarelo. Trajetória de uma reflexão sobre uma prática engajada da ciência

Researcher and Gilet jaune. Trajectory of reflection on scientific engagement.

Investigadora y chaleco amarillo. Trayectoria de una reflexión sobre una práctica comprometida de la ciencia

Fr. Cette contribution revient sur une trajectoire de recherche doctorale marquée par l'abandon d'un projet qui paraissait important mais sensible à l'autrice (étudier les journaux papier distribués par les Gilets jaunes pendant le mouvement) pour un sujet a priori moins engageant (l'intelligence artificielle dans le journalisme). Dans la première partie de l'article, l'autrice retrace les événements qui, depuis sa participation à la mobilisation des Gilets jaunes jusqu'à son intégration dans les réseaux de recherche sur le journalisme, ont participé à sa volonté d'interroger les pratiques journalistiques sous l'angle de la classe sociale. Ces expériences l'ont amenée à porter un projet de recherche sur les caractéristiques d'une information produite « par et pour le peuple » comme s'en revendiquent les journaux des Gilets jaunes. Dans la deuxième partie, l'autrice explique le malaise ressenti à l'idée de mener ce travail dans un cadre universitaire dans la mesure où ce mouvement a pu rejeter les institutions journalistiques et académiques pour revendiquer l'expression d'une réflexivité ou d'une parole politique sans intermédiaires. De plus, une minorité des enfants issus des classes populaires accèdent à un niveau de diplôme universitaire. Quelle légitimité ce cadre institutionnel peut-il offrir alors qu'il s'agit d'étudier la communication d'un mouvement social populaire à partir d'une position privilégiée dans la société ? Ces doutes ont conduit l'autrice à abandonner ce projet de recherche. Dans les deux dernières parties, l'autrice présente les différentes influences qui lui ont permis de ré-envisager la possibilité de travailler sur les journaux des Gilets jaunes dans le cadre de son doctorat. Les références citées sont le concept d'injustice épistémique ainsi que les épistémologies féministes, postcoloniales et les épistémologies du Sud. Il est question de défendre une approche populaire de la fabrique de l'information d'actualité, et par extension de la fabrique des sciences. L'article conclut sur les expérimentations pratiques mises en place, telles que la diversification des supports, dans le but de proposer un projet scientifique qui promeuve la construction des savoirs engagée avec les individus.

Mots clés : engagement ; gilets jaunes ; injustice épistémique ; épistémologie ; pratiques médiatiques populaires.

Pt. O presente trabalho revisita uma trajetória de pesquisa doutoral marcada pelo abandono de um projeto que parecia importante, mas sensível para a autora (o estudo dos jornais impressos distribuídos pelos Coletes Amarelos durante o movimento), substituindo-o por um tema, a priori, menos envolvente (a inteligência artificial no jornalismo). Na primeira parte do artigo, a autora traça os eventos que, desde seu envolvimento na mobilização dos Coletes Amarelos até sua integração nas redes de pesquisa sobre jornalismo, alimentaram seu desejo de questionar as práticas jornalísticas sob a ótica da classe social. Essas experiências a levaram a desenvolver um projeto de pesquisa sobre as características de uma informação produzida “pelo e para o povo”, como afirmam os jornais dos Coletes Amarelos. Na segunda parte, a autora explica o desconforto que sentiu ao considerar a realização desse trabalho em um contexto universitário, dado que o referido movimento tendeu a rejeitar as instituições jornalísticas e acadêmicas, reivindicando a expressão de uma reflexividade e voz política sem intermediários. Além disso, apenas uma minoria de jovens oriundos das classes populares se forma no ensino superior. Que legitimidade pode oferecer esse ambiente institucional, quando se trata de estudar a comunicação de um movimento social popular a partir de uma posição privilegiada na sociedade? Tais dúvidas levaram a autora a abandonar esse projeto de pesquisa. Nas duas últimas partes, apresentam-se os vários fatores que fizeram a autora rever a possibilidade de se debruçar sobre os jornais dos Coletes Amarelos no âmbito de seu doutorado. São feitas referências ao conceito de injustiça epistêmica, bem como às epistemologias feministas, pós-coloniais

e do Sul. Pretende-se defender uma abordagem popular da construção de notícias e, por extensão, da construção da ciência. Por fim, são descritas as experimentações práticas implementadas, como a diversificação de formatos, de modo a propor um projeto científico que promova a construção engajada do conhecimento, em parceria com os(as) indivíduos(as).

Palavras-chave: movimentos sociais; Coletes Amarelos; reflexividade; injustiça epistêmica; epistemologias feministas

En. This contribution looks back at a doctoral research trajectory marked by the abandonment of a project which seemed important but sensitive to the author (studying the newspapers distributed by the *Gilets jaunes* during the movement) for a subject which was a priori less engaging (artificial intelligence in journalism). In the first part of the article, the author recounts the events that contributed to her desire to question journalistic practices from the perspective of social class, from her participation in the *Gilets jaunes* movement to her integration into journalism research networks. These experiences led to her carrying out a research project on the characteristics of information produced ‘by and for the people’, as the *Gilets jaunes* newspapers claimed to be. In the second part, the author explains the unease felt at the idea of carrying out this work in an academic setting, insofar as this movement had rejected journalistic and academic institutions in order to claim the expression of political reflection and speech without intermediaries. This unease was exacerbated by the fact that only a minority of children from working-class backgrounds have access to university education. What legitimacy can this institutional framework offer when the aim is to study the communication of a popular social movement from a privileged position in society? These doubts led the author to abandon this research project. In the last two parts, the author presents the various influences that enabled her to re-envision the possibility of working on the *Gilets jaunes* newspapers as part of her PhD. The references cited are the concept of epistemic injustice as well as feminist, post-colonial and Southern epistemologies. The aim is to defend a popular approach to the production of news and, by extension, to the production of science. The article concludes with practical experiments, such as the diversification of media, with the aim of proposing a scientific project which promotes the construction of knowledge in partnership with individuals.

Keywords: engagement; *gilets jaunes*; epistemic injustice; epistemology; popular media practices.

Es. Esta contribución repasa una trayectoria de investigación doctoral marcada por el abandono de un proyecto que parecía importante pero delicado para la autora (el estudio de los diarios impresos distribuidos por los chalecos amarillos durante el movimiento) por un tema a priori menos atractivo (la inteligencia artificial en el periodismo). En la primera parte del artículo, la autora relata los acontecimientos que, desde su participación en la movilización de los chalecos amarillos hasta su integración en las redes de investigación en periodismo, contribuyeron a su deseo de cuestionar las prácticas periodísticas desde la perspectiva de la clase social. Estas experiencias la llevaron a realizar un proyecto de investigación sobre las características de una información producida “por y para el pueblo”, como pretenden ser los periódicos de los chalecos amarillos. En la segunda parte, la autora explica el malestar que le produce la idea de realizar este trabajo dentro de un marco universitario, en la medida en que este movimiento ha sabido rechazar las instituciones periodísticas y académicas para reivindicar la expresión de una reflexividad o de una voz política sin intermediarios. Además, una minoría de los hijos de la clase trabajadora accede a la educación universitaria. ¿Qué legitimidad puede ofrecer este marco institucional cuando se pretende estudiar la comunicación de un movimiento social popular desde una posición privilegiada en la sociedad? Estas dudas llevaron a la autora a abandonar este proyecto de investigación. En las últimas dos partes, la autora presenta las diversas influencias que le permitieron replantearse la posibilidad de trabajar sobre los diarios de los chalecos amarillos en el marco de su doctorado. Las referencias citadas son el concepto de injusticia epistémica, así como las epistemologías feministas, poscoloniales y las epistemologías del Sur. Se trata de defender un enfoque popular de la producción de noticias y, por extensión, de la producción de ciencia. El artículo concluye con los experimentos prácticos implementados, como la diversificación de los medios de comunicación, con el objetivo de proponer un proyecto científico que promueva la construcción del conocimiento comprometida con las/os individuos/os.

Palabras clave: compromiso, chalecos amarillos, injusticia epistémica, epistemología, prácticas mediáticas populares.